

Reconnaisances situées et pluralisation du “ nous ”. Effets et portée des mémoires des migrations

Hélène Bertheleu

► **To cite this version:**

Hélène Bertheleu. Reconnaisances situées et pluralisation du “ nous ”. Effets et portée des mémoires des migrations. Communications , Le Seuil, 2017, Des passés déplacés, 10.3917/commu.100.0151 . halshs-02614804

HAL Id: halshs-02614804

<https://halshs.archives-ouvertes.fr/halshs-02614804>

Submitted on 21 May 2020

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Hélène Bertheleu

Reconnaitances situées et pluralisation du « nous ».

Effets et portée des mémoires des migrations

Pour citer cet article : Hélène Bertheleu, « Reconnaitances situées et pluralisation du 'Nous'. Effets et portée des mémoires des migrations », *Revue Communications*, « Des passés déplacés », Editions du Seuil/ EHESS, 2017, n° 100 « Des passés déplacés. Mémoires des migrations », p.151-163.

Quels sont les effets des multiples initiatives qui portent, directement ou non, sur les mémoires des migrations ? L'émergence de mobilisations sur cette question, les formes d'engagement qu'elles suscitent ainsi que le rôle et le profil des « entrepreneurs de mémoire » doivent être précisément décrits¹. Cet article propose d'aller plus loin en réfléchissant à la portée de ces initiatives individuelles et collectives. Si un certain nombre de productions culturelles matérialise aujourd'hui le fruit de ces engagements, comment interpréter leurs effets à plus long terme ? Trois questions méritent alors d'être posées ici. La première porte sur la reconnaissance située² qu'elles génèrent : tous ces projets participent-ils à une meilleure connaissance des populations issues de ces migrations et à leur reconnaissance au sein des territoires où elles se sont installées ? La deuxième interroge la passerelle entre mémoire et patrimoine : le travail mémoriel favorise-t-il une cristallisation de la mémoire collective telle qu'elle vienne nourrir un processus de patrimonialisation ? La troisième, enfin, pose la question des effets politiques de ces initiatives : les projets menés sont-ils l'occasion, pour des populations souvent silencieuses mais régulièrement « parlées » par les médias, de se manifester elles-mêmes et de prendre la parole ? Permettent-ils aux « concernés » de sortir de la discrétion ou plutôt du retrait³ poli⁴ attendu-exigé des « immigrés » ?

Pour répondre à ces questions, plusieurs étapes s'imposent. Il faut d'abord disposer d'une vision fine des protagonistes, des acteurs impliqués dans ces projets mémoriels. A partir du sens de leur engagement et de leur vision de la situation, on parvient à déplier les relations et les connexions qui ont permis à des souvenirs, parfois intimes, à des attachements souvent enfouis, de venir nourrir une mémoire collective, portée dans l'espace public. C'est ce que nous allons clarifier dans une première partie.

Dans un second temps, nous envisagerons trois configurations sociales⁵ au sein desquelles les mémoires des migrations se cristallisent, plus ou moins. Cela permettra d'interroger les conditions d'un processus de patrimonialisation et d'observer les formes de reconnaissance éventuellement à l'œuvre. Ces différentes situations nous amèneront enfin à réfléchir à la portée politique d'initiatives qu'on pourra appeler des « mobilisations mémorielles » cherchant à se saisir du « pouvoir de patrimonialiser ».

Formes d'engagement.

Pour comprendre la portée des initiatives mémorielles, nous avons d'abord rencontré les premiers concernés, les « immigrés »⁶ eux-mêmes, souvent installés en France de longue date, et plus souvent encore leurs « descendants » soucieux qu'on n'oublie pas l'histoire de leurs ancêtres. Ceux qui s'engagent dans un travail mémoriel ne représentent qu'une minorité parmi tous ceux qui ont fait l'expérience de la migration. Si certains souhaitent évoquer leurs souvenirs, beaucoup sont réticents à « exposer » leur vécu à autrui, pour plusieurs raisons :

d'aucuns craignent la mise en visibilité d'une parole intime, d'autres condamnent plutôt le défaut de « retenue » que cette prise de parole suppose, dans un contexte français encore largement assimilationniste, malgré la récurrence des débats sur la diversité culturelle ou le multiculturalisme. D'autres y seraient plutôt favorables mais redoutent de ne pas maîtriser le récit qui sortirait d'un tel travail. Ils anticipent l'incompréhension ou les mauvaises interprétations, et préfèrent neutraliser tout risque xénophobe en affirmant lapidairement « l'intégration » des leurs. D'autres, enfin, voient dans cette démarche un effort vain voire hasardeux pour publiciser des mémoires si diverses et complexes qu'elles seront, par ce processus collectif, nécessairement tronquées. Ils revendiquent alors l'intimité et l'authenticité de ces souvenirs, préférant ne pas « s'exposer », verbe qu'il faut entendre dans les deux sens de la mise en visibilité et de la prise de risque que celle-ci implique. Notre exploration nous a donc amené à travailler uniquement avec ceux qui, au contraire, défendaient l'importance d'informer, de révéler, de transmettre la mémoire d'une ou des migrations, sous une forme ou une autre.

Au cours de moments d'observation et d'entretiens approfondis portant sur leurs projets, nous avons découvert une multitude de pratiques. Une première catégorie correspond à des engagements individuels : l'un d'eux par exemple, employé retraité, accumule patiemment, depuis plusieurs années, les documents d'archives et les coupures de presse témoignant du refuge des siens dans la région ; un autre, animateur et photographe, la quarantaine, a pris le soin de photographier ses propres pérégrinations mémorielles au pays d'origine, consignnant ses impressions et projetant d'en faire un ouvrage ; un autre encore, jeune père au chômage, d'origine très modeste, écrit de beaux et longs poèmes exprimant les affres de l'exil et trouve quelques rares occasions de les lire en public ; une femme de soixante-dix ans, longtemps secrétaire dans un établissement éducatif, recueille et met par écrit le récit de son père, puis parvient à le faire traduire pour qu'il soit lu « ici et là-bas », tandis que cette jeune femme, encore étudiante, a construit ce qu'elle appelle elle-même le « petit musée » familial où sont valorisées la trajectoire et les productions artistiques de son ancêtre. Souvent, ces personnes restent isolées dans leur démarche et parviennent difficilement à partager au-delà des proches la mémoire sociale que révèlent les souvenirs intimes.

Ces quelques exemples ne livrent qu'un aperçu de la grande diversité des initiatives ; elle s'accroît nettement quand on prend en compte les actions non plus individuelles mais collectives, pour lesquelles c'est le partage public de ce passé et la construction collective d'une mémoire qui vont permettre de donner consistance et visibilité à leur démarche. Celle-ci se concrétise dans des projets allant de l'album de photographies à la pièce de théâtre, en passant par le recueil d'histoires de vie, le spectacle musical, l'émission de radio, l'exposition ou encore le film documentaire ou de fiction. Cette liste, loin d'être exhaustive, nous informe des productions culturelles, mémorielles et parfois patrimoniales qui ponctuent les engagements voire les « mobilisations » mémorielles que nous avons observées.

Dans ce large répertoire de projets, on distingue quatre types d'acteurs aux objectifs différents. Les premiers sont souvent des *artistes ou des intellectuels* soucieux d'évoquer l'exil, l'acculturation ou la xénophobie dans une œuvre personnelle. Ils sont directement concernés par ce passé et veulent partager leur émotion ou leur réflexion. Leur démarche personnelle est parfois convertie dans un projet professionnel, qui leur permet alors de publiciser et de mettre en débat les questions qui leur tiennent à cœur. Il y a aussi, souvent, des *associations* qui œuvrent pour la solidarité, l'histoire, l'interculturel ou contre les discriminations : elles cherchent plutôt à construire et porter une parole collective émergente. Deux autres types d'acteurs sont présents et très visibles lorsqu'on explore la diversité des initiatives mémorielles portant sur les migrations. Il y a d'une part des *collectivités locales* qui, soucieuses de paix sociale, répondent favorablement à des demandes de reconnaissance d'une partie de leur population. Pour ce faire, elles confient à une association locale un projet de recueil des

mémoires des familles migrantes venues autrefois s'installer au sein de la commune, du département ou de la région. D'autre part, les mémoires constituent un outil pour des *professionnels de l'urbain* qui proposent de promouvoir la « mémoire du quartier » afin d' « accompagner » la population face au changement. Dans ce contexte, l'action proposée vise moins à recueillir les souvenirs des habitants qu'à anticiper les difficultés auxquelles peuvent être confrontés les projets d'aménagement⁷.

Ces divers types d'acteurs ont des raisons d'agir différentes : les uns veulent raviver et partager les souvenirs, voire contribuer à une mémoire historique⁸ et la transmettre aux générations futures ; les autres ont plutôt le souci politique et gestionnaire de la cohésion sociale. La distance est parfois très importante entre des professionnels qui utilisent le travail mémoriel à des fins d'accompagnement social⁹ ou de gestion urbaine¹⁰ et ceux qui, ayant eux-mêmes vécu ou se sentant concernés par la migration ou l'exil, voient dans ce travail un moyen de se « dire collectivement », une ressource immatérielle pour mieux transmettre aux plus jeunes. A leurs yeux, au-delà de la transmission, la reconnaissance de ces mémoires constitue un levier potentiel pour "exister" dans l'histoire locale et, plus loin, dans l'imaginaire local ou national.

Trois configurations.

Ces sentiments et raisons d'agir prennent sens dans des situations que nous avons rencontrées dans notre exploration multi-sites. C'est à chaque fois un contexte d'expériences et des pratiques civiques, comme « pouvoir de faire sens », ¹¹ que nous allons décrire, pour cerner ensuite leurs effets. Nous avons choisi, parmi les multiples situations singulières, d'analyser ici trois configurations distinctes, qui pourraient presque être envisagées comme des situations typiques, tant on les retrouve fréquemment, ailleurs en France, mais aussi dans d'autres contextes nationaux et locaux¹². La première est celle d'un petit musée de société qui s'est donné pour mission de transmettre le souvenir du travail de la fonderie, dans l'ombre duquel on distingue la figure de l'ouvrier polonais. La deuxième décrit la manière dont des associations se mobilisent et parviennent à leurs fins avec de modestes moyens. La troisième est celle de communes qui s'engagent dans cette aventure mémorielle, non sans quelque hésitation, contribuant à la reconnaissance locale d'un patrimoine des migrations.

Mémoires souterraines et consensus patrimonial.

La première configuration que nous allons évoquer ici est celle d'un travail mémoriel qui, tout en incluant les migrations, vise plutôt à mettre en avant un patrimoine ouvrier. Les exemples sont nombreux, en Ile-de-France, en Lorraine ou dans le Nord Pas-de-Calais : ici, on transmet la mémoire des houillères ou de la mine, là le souvenir des peignages¹³ ou des hauts-fourneaux, là encore le travail à la chaîne de l'industrie automobile¹⁴. Au début des années 2000, un collectif d'habitants a décidé de créer un petit musée de société au cœur d'une ancienne cité ouvrière, à deux pas du site industriel des usines Rosières non loin de Bourges¹⁵. Ils se sont donnés pour mission de reconstituer l'histoire et de transmettre la mémoire de ce que fut le travail de la fonderie. Les migrations ne sont pas au cœur du projet muséal, mais elles sont très présentes dans l'histoire de la cité ouvrière qui a connu d'importants afflux de main-d'œuvre entre les deux guerres¹⁶. La présence de travailleurs étrangers reste particulièrement prégnante dans les mémoires locales, mais l'exposition mentionne peu ce passé migratoire, au profit de caractéristiques techniques et morales jugées spécifiquement ouvrières comme la pénibilité de certaines tâches ou la solidarité¹⁷.

Le fait que les bénévoles soient eux-mêmes des descendants d'ouvriers polonais, portugais et marocains n'altère pas le sentiment que le patrimoine le plus important est ce partage d'un savoir-faire ouvrier. Ici, comme dans beaucoup d'écomusées, l'histoire du travail ou celle du

territoire tend à évacuer celle des migrations jugée « moins intéressante » pour le visiteur. Aux yeux des descendants des « travailleurs immigrés », c'est le passé ouvrier de leur père (bien plus que le vécu de la mère) qui « fait patrimoine » et qui mérite d'être transmis. Ce faisant, on tait la « concurrence » des différentes nationalités qui se sont historiquement côtoyées dans l'usine et on se souvient à peine de la répartition des logements et des postes en fonction de critères ethniques. En choisissant de patrimonialiser la fonderie, les membres du comité des fêtes ont tranché en faveur d'un passé désormais éteint, comme si la « beauté du mort »¹⁸ avait seule le pouvoir de faire consensus. Les migrations, elles, ont gardé une certaine actualité dans la région. L'héritage de la fonderie semble, par sa légitimité, apaiser et neutraliser toutes les tensions passées et présentes que les migrations auraient, au contraire, risqué de révéler. Leur mémoire reste ici souterraine, omniprésente mais invisible, comme « contenue » dans l'histoire ouvrière.

Effets de reconnaissance en pointillés.

On trouve souvent, à l'origine des projets de recueil de mémoires, des associations fortement mobilisées. C'est la deuxième configuration que je voudrais évoquer ici. S'appuyant notamment sur des fonds publics¹⁹ qui ont été consacrés à cette question tout au long des années 2000, de nombreuses associations socio-culturelles, de travail social ou de médiation culturelle ont voulu « donner une autre image de l'immigration » et ont oeuvré à la révélation des « mémoires minoritaires » restées jusque-là inaudibles. A Orléans par exemple, une association d'entraide et de travail social dédiée aux migrants²⁰ s'est ainsi mobilisée pour le souvenir des vieux immigrés. Après un travail d'enquête réalisé auprès des résidents d'un foyer Sonacotra, l'association a commandité un film permettant d'entendre s'exprimer ces personnes désormais âgées. Ici, l'image mais aussi l'écrit amorcent, comme le souligne Julie Garnier, un début de patrimonialisation. « Le film, diffusé à plusieurs reprises, va connaître un vif succès et permettre à ces mémoires de sortir de l'ombre et aux migrants de retrouver une certaine dignité »²¹. La suite est aussi intéressante puisque l'ouvrage qui accompagne le film, édité en français et en arabe, est remis aux migrants qui y avaient participé et distribué plus largement. Cette diffusion auprès des personnes et des proches directement concernés par le travail mémoriel va susciter « les *voies* et les *voix* » de la transmission²². En effet, plusieurs années après, on constate que l'ouvrage continue d'être commenté et de circuler par le biais des retraités qui, voyageant régulièrement, l'ont fait connaître dans différents cercles en France²³ mais aussi de façon transnationale, aux familles restées au pays.

Soutenues principalement par le Fasild puis l'ACSE²⁴, ces associations militantes ont réalisé, tout au long des années 2000, un important travail de sensibilisation et d'animation autour de la question mémorielle. L'ambition était de faire entendre, dans l'espace public, des voix inhabituelles, permettant de remodeler progressivement les représentations historiques du territoire : ces initiatives variées (film, exposition voire musée éphémère²⁵), ont ainsi diffusé l'image d'une réalité socio-historique à la fois structurelle (plutôt que conjoncturelle) et durable (plutôt que temporaire). La publicisation de cette histoire méconnue, même très modestement, au sein du centre social ou de la médiathèque, a des effets de légitimation qui autorisent ensuite d'autres institutions à s'y intéresser, comme l'école²⁶. Dans ces situations, c'est la collaboration entre des acteurs différents qui assure la lisibilité du message et suggère finalement sa légitimité.

Parfois, c'est l'association elle-même qui se souvient et travaille à la mémoire de ses actions auprès de la population, fêtant publiquement son anniversaire. Ce fut le cas de nombreuses associations d'alphabétisation, d'insertion ou de prévention, ces dernières années, certaines fêtant leurs trente ans, quarante ans voire cinquante ans de présence dans la ville. Revenant sur leur propre histoire, elles montrent (parfois malgré elles) comment leurs trajectoires sont indissolublement liées à celles des migrations venues s'établir localement. La population concernée accueille alors avec grand intérêt cette narration en textes, images et films qui

valorisent les migrations comme une dimension aussi importante que « normale »²⁷ de la population et du territoire. C'est le cas par exemple de ce jeune élu qui, de parents algériens, se reconnaît avec ses frères sur plusieurs photographies évoquant les activités ludiques proposées aux enfants pendant la période estivale. Il sourit et s'exclame en se revoyant, vingt ans plus tôt, « gamin du quartier » jouant avec les copains et encadré par des animateurs qui lui paraissent, rétrospectivement, bien jeunes. Aujourd'hui, peu diplômé mais salarié de la Ville et élu au conseil régional, il explique qu'il n'a jamais été lui-même particulièrement actif pour promouvoir des démarches mémorielles, plus convaincu par l'engagement politique traditionnel que par la défense de la cause de l'immigration, trop étroite à ses yeux. Mais aujourd'hui, devant ces panneaux d'exposition et ces photographies où des pans entiers de son enfance lui apparaissent sous le jour d'une histoire publique locale, il prend conscience de l'intérêt de ces manifestations mémorielles : « C'est quand même intéressant de voir tous ces gamins, qui ont fréquenté les structures du quartier pendant des années ! Ce serait intéressant de voir ce qu'ils sont devenus aujourd'hui ! » Peut-être pense-t-il alors à sa propre trajectoire, ou à celles d'amis aperçus sur les photos et avec qui il est resté en lien ? Mais l'exposition lui donne l'occasion d'affirmer la banalité de la présence des « immigrés » en France, de dire combien leur histoire s'inscrit profondément dans celle du territoire. A ses yeux, le processus de reconnaissance ne fait pas de doute et accompagne le sentiment et l'affirmation tranquille d'une certaine autochtonie.

Les professionnels du travail social qui participent voire portent ces événements se réjouissent aussi des souvenirs et de l'émergence des mémoires qu'ils suscitent. Néanmoins, ils se montrent prudents : acteurs en charge d'un service public, ils sont réticents à porter cette histoire locale des migrations, prisonniers de l'injonction à s'inscrire « dans le droit commun » et à travailler pour le « territoire », qui les amène à une sorte d'occultation des relations interethniques qui pourtant traversent celui-ci, voire le structurent en partie. Ils sont suivis en ce sens par les journalistes de la presse écrite et radio qui, eux aussi, préfèrent rester silencieux sur une pluralité « ethnique » qu'ils peinent ne serait-ce qu'à nommer.

Les effets de reconnaissance apparaissent en pointillés. Comme beaucoup de visiteurs venus du quartier ou d'autres associations de la ville, le jeune élu se réjouit de ce moment public proposé par l'exposition, il semble conforté dans sa vision plurielle de la population. Néanmoins, les échanges à bâtons rompus avec le directeur du centre social et le journaliste présents, autour de ces photographies, laissent entendre qu'il ne parvient pas nécessairement à « se faire comprendre », c'est-à-dire à faire partager sa vision de l'exposition. Là où il reconnaît l'histoire de familles marocaines, portugaises ou yougoslaves dont la progéniture a peuplé les équipements socio-culturels locaux, les deux autres voient plutôt du « territoire », « des habitants », et surtout de « l'intégration »²⁸. L'exposition est bien la même mais ils n'y lisent pas la même histoire et n'y valident pas la même mémoire.

Quand le « nous » se pluralise.

Dans la troisième et dernière configuration présentée ici, ce sont des municipalités qui sont à l'initiative d'actions culturelles et mémorielles mettant en valeur la place historique de l'immigration dans le peuplement local. On sait désormais que, dans l'histoire de nos villes, urbanisation et migrations ont été étroitement liées. Aujourd'hui, il arrive souvent qu'une collecte de témoignages ou d'objets soit mise en œuvre pour reconstituer l'histoire de la commune ou du quartier. Ces actions prennent parfois l'allure de celle d'une « mémoire du quartier » mise en œuvre dans le cadre d'une politique d'accompagnement des populations touchées par les restructurations urbaines. Dans ce cas, ce sont des professionnels de l'urbain²⁹ qui initient le projet mémoriel, contraints par un protocole de l'Agence nationale de la rénovation urbaine et le travail mémoriel n'est alors qu'un prétexte tout comme la fameuse

« participation des habitants » visant à leur faire accepter des transformations, et notamment des démolitions. Les effets de ces actions sont particulièrement contre-productifs comme le montrent un certain nombre de travaux³⁰ dont ceux de notre équipe³¹, produisant sur le long terme non seulement de la défiance³² mais aussi de l'effacement³³. En effet, dans de telles circonstances, il arrive souvent que les souvenirs des migrants restent particulièrement invisibles. Cette invisibilité ne correspond pas forcément à l'oubli par tous, mais plutôt à la difficulté d'un groupe à « exister publiquement » dans un contexte où le discours public sur le territoire en transformation est monopolisé par ceux qui se considèrent comme les porte-paroles de la mémoire collective légitime.

Les municipalités défendent parfois un tout autre objectif, qui nous intéresse davantage ici : celui de réécrire l'histoire de la commune en y intégrant l'apport de peuplements représentés par les migrations. Souvent, le travail mémoriel est suscité par l'existence préalable d'un jumelage avec une commune polonaise, portugaise, algérienne ou marocaine, et est porté par un élu municipal heureux de contribuer à des liens plus institutionnels avec son pays d'origine. Parfois, ce sont des responsables d'associations qui ont revendiqué et obtenu cette forme de reconnaissance par l'histoire. Dans chaque cas, la municipalité s'engage dans un processus de valorisation des migrations qui prend différentes formes : organisation d'événements culturels, introduction d'éléments matériels ou immatériels dans l'espace public (rues ou places rebaptisées), échanges internationaux de différentes natures (scolaires, culturels voire économiques), programmation de moments mémoriels lors des Journées du Patrimoine, ou encore commémoration de la participation des soldats étrangers aux combats de l'armée française. Ce type d'actions fait trace dans la vie des habitants et dans les médias locaux, et participe à la reconnaissance de l'histoire de l'immigration dans la ville.

La démarche n'échappe pas toujours au piège du « grand récit » de l'intégration, décliné de façon linéaire et lisse, comme si le projet migratoire et la trajectoire de ces familles avaient été tendus vers l'objectif de s'installer *dans cette commune*, puis de se fondre dans la population locale et d'y devenir citoyen. Le questionnement de l'une d'elles consistant par exemple à vouloir trouver le pionnier : « Qui fut le premier Algérien à venir s'installer dans notre commune ? », ne trouva pas de réponse mais plusieurs « légendes » permettant de préserver la naïveté de ce questionnement autocentré sur la commune et ignorant superbement la dynamique démographique et économique de l'agglomération. Cependant, à l'opposé des « actions-mémoires » accompagnant les démolitions urbaines, ces événements portent en eux un fort pouvoir symbolique, comme le signale cette femme d'une cinquantaine d'années, modeste employée et fille de migrants, émue par la soudaine visibilité que la manifestation publique donne indirectement à son vécu : « tu te rends compte, ça va se passer à la mairie, à la 'maison du peuple' quoi ! C'est pas rien ! »

Une légitimité patrimoniale négociée.

Ces exemples montrent comment, au-delà des activités culturelles et mémorielles mises en œuvre par les associations, les collectivités locales³⁴ jouent parfois un rôle important dans le processus de reconnaissance de l'histoire locale des migrations. Elles sont à même, par leur connaissance fine du territoire, d'entendre les requêtes de certains administrés et, au-delà, de leur accorder leur considération. L'extension de la conception du patrimoine contribue aujourd'hui à faire ainsi place à de « petits patrimoines » très divers (dit ethnologique, vernaculaire, quotidien ou de proximité...). Si certains bidonvilles, comme celui de Nanterre, ont bénéficié d'un éclairage historique, ce n'est pas le cas de la plupart des quartiers populaires où beaucoup d'immigrants sont venus s'établir, depuis les années 1970. Bien que très éloigné des classements traditionnels et de la conception du patrimoine restreinte aux « œuvres capitales de l'humanité », cet élargissement nous incite à revenir sur le processus même de sélection de

ce qui semble « mémorable », ou au contraire « impatrimonialisable ». On a vu quels étaient les acteurs de la sélection, laquelle a le pouvoir de rendre visible, de publiciser et parfois d'institutionnaliser, par le biais d'une commémoration ou d'un lieu de mémoire, l'effet de reconnaissance que le patrimoine produit. Quand à l'inverse, il néglige l'histoire de ces populations, il actualise un rapport social inégal et ses narrations publiques, qui montrent combien le pouvoir de patrimonialiser participe d'une configuration socio-historique plus vaste.

Il faut, pour finir, souligner que les chercheurs contribuent indirectement à ces processus, offrant par leurs travaux une « onction de scientificité »³⁵ à un processus de légitimation lent et fragile. La reconnaissance scientifique a parfois pour effet de faire entrer les migrations dans « les lieux de mémoire » de la région, côtoyant les souvenirs de la Grande guerre, de la Résistance ou ceux de la marine de Loire³⁶. Le travail de recherche influence alors la sélection des éléments qui seront jugés dignes de constituer la mémoire historique, contribuant à transformer la représentation et les images traditionnelles de la commune ou la région.

Même si la mémoire et le patrimoine n'appartiennent pas explicitement à la sphère politique traditionnelle, « l'entrepreneur de mémoire », l' élu et le chercheur connaissent bien la dimension éminemment politique du patrimoine et sa « parenté » conceptuelle avec le territoire et l'identité. Certaines collectivités locales vont ainsi explicitement à l'encontre de l'injonction habituelle à la discrétion faite aux migrants, mais aussi à leurs héritiers, bravant les réticences d'une partie de leurs administrés, étonnés qu'on ouvre l'espace public à une histoire et à des populations qu'ils tenaient, il y a peu, pour négligeables.

Hélène Bertheleu
bertheleu@univ-tours.fr
MCF sociologie
Université François Rabelais
UMR 7324 CNRS CITERES

NOTES

¹ Le propos s'appuie sur une dizaine de terrains dispersés dans différentes villes de la même région (Orléans, Tours, Blois, Bourges, Joué-lès-Tours, La Riche, Saint-Pierre des Corps, Chartres, Saint-Florent, Montargis, Chalette-sur-Loing, Lunery) réalisés par une petite équipe de sociologues et d'anthropologues. Il s'agit de Véronique Dassié, anthropologue au CNRS Idemec, de Julie Garnier, sociologue à l'Université de Tours/ UMR Citeres, de Guillaume Etienne, anthropologue à l'Université de Tours, UMR Citeres et de Pôleth Waddled, sociologue, Association régionale Mémoires Plurielles (memoiresplurielles.fr). Cf notre publication collective : Hélène Bertheleu (dir.), *Au nom de la mémoire. Patrimoine des migrations en région Centre*. Tours, Presses universitaires François Rabelais, 2014.

² La reconnaissance renvoie ici à un processus dynamique et relationnel et non à une rhétorique politique. Située et contextualisée, la notion de reconnaissance incite à prendre en compte le caractère moral et politique de l'action qui s'en réclame. Cf Jean-Paul Payet et Alain Battégay (dir.), *La reconnaissance à l'épreuve. Explorations socio-anthropologiques*, Lyon, Presses Universitaires du Septentrion, 2008.

³ La notion de retrait s'inspire ici de l'idée de « *exit* » d'Albert Hirschman lorsque, pour décrire les formes de réponses adoptées par les individus face à une injustice, il oppose le retrait ou la défection à la prise de parole (*voice*) et à la loyauté. Cf. *Exit, Voice, and Loyalty : Responses to Decline in Firms, Organizations and States*, Cambridge, MA, Harvard University Press, 1970.

⁴ C'est Abdelmalek Sayad qui évoque la « politesse » attendue des immigrés comme une forme de retrait politique exigé du non-national. Abdelmalek Sayad, « Immigration et pensée d'État », *Actes de la recherche en sciences sociales*, vol. 129, n°1, 1999, p. 5-14.

⁵ André Ducret nous rappelle l'intérêt de ce concept qui permet d'insister sur « l'interpénétration dynamique du comportement des joueurs qui se font face sur le terrain », cf « Le concept de "configuration" et ses implications

empiriques : Elias avec et contre Weber », *SociologieS* (en ligne), « La recherche en actes, Régimes d'explication en sociologie », avril 2011.

⁶ Cette notion d' « immigré » reste d'un usage délicat pour le sociologue, tant a pu être dévalorisée cette étiquette collée sur ceux qui, durant toute leur vie, ont été considérés comme des étrangers. Aujourd'hui, l'étiquette est devenue une catégorie de la statistique nationale désignant les personnes nées étrangères à l'étranger, qu'elles soient ou non devenues françaises aujourd'hui. La notion de « migrants » généralement privilégiée par les chercheurs est toutefois discutée par ceux qui, vivant en France depuis longtemps, redoutent que ce terme ne les renvoie à un statut de « nouveau-venu » qui efface leur connaissance des conditions de vie en France.

⁷ Hélène Bertheleu, « Ils veulent abattre le quartier », in Patrice Melé (dir.), *Conflits de proximité et dynamiques urbaines*, Rennes, PUR, 2011, p. 231-262.

⁸ La mémoire historique est faite de représentations du passé qui constituent l'histoire ; elle s'oppose à la mémoire collective qui renvoie davantage à la production socialisée des souvenirs.

⁹ Pierre Billion, « Travail social, animation socio-culturelle et enjeux mémoriels », in Hélène Bertheleu, *Au nom de la mémoire. Patrimoine des migrations en région Centre*, op.cit., p. 261-278.

¹⁰ Julie Garnier, « Invisibiliser les espaces d'expérience des migrants ? Élément du contexte orléanais », in Hélène Bertheleu, *Au nom de la mémoire*, op.cit., p. 158-188.

¹¹ Nina Eliasoph, « Publics fragiles », in Daniel Cefaï et Dominique Pasquier (dir.), *Les sens du public, Publics politiques, publics médiatiques*, Paris, PUF, 2003, p. 225-268.

¹² Marianne Amar, Hélène Bertheleu, Laure Teulière (dir.), *Mémoires des migrations, temps de l'histoire*, Tours, Presses Universitaires François Rabelais, 2015, 263 p.

¹³ Usines, aujourd'hui fermées, où les ouvriers nettoyaient les fibres textiles (laine, soie, etc.) qu'on envoyait ensuite à la filature.

¹⁴ Le dernier projet en date, en région Centre et dans ce même registre, serait celui de la ville de Dreux, proposant de travailler à l'histoire et la mémoire des usines Philips.

¹⁵ Je m'appuie ici sur les travaux de Guillaume Etienne qui a enquêté plusieurs mois auprès des anciens ouvriers des usines Rosières. « La patrimonialisation de l'immigration polonaise du Cher. Construction du mythe de l'ouvrier-fondeur » in Julien Goyette, Karine Hébert (dir.), *Histoire et idées du patrimoine, entre régionalisation et mondialisation*, Québec, Éditions Multimondes, coll. cahiers de l'institut du patrimoine de l'UQAM, 2010, p. 79-90.

¹⁶ Les Polonais arrivent d'abord, très nombreux après la première Guerre Mondiale, suivis d'autres travailleurs migrants aux nationalités diverses, portugaise et marocaine notamment dans les années 1960 et 1970.

¹⁷ Guillaume Etienne, « Comment rester vigilant face à l'oubli. Le musée de la fonderie à Rosières, département du Cher », *Conserveries mémorielles. Revue transdisciplinaire de jeunes chercheurs* (université de Laval, Québec), 2011, en ligne : <http://cm.revues.org/946>

¹⁸ Michel de Certeau, Dominique Julia & Jacques Revel « La beauté du mort: sur le concept de culture populaire », *Politique d'aujourd'hui*, 12, 1970, p. 1-23.

¹⁹ Pendant plusieurs années (de 2005 à 2009 environ), le bureau régional de l'ACSE disposa de fonds dédiés à cette question et soutint une diversité de projets associatifs visant à construire, travailler ou publiciser une ou des mémoires de migrations et/ou de territoire. Les associations ont pu également être subventionnées par le biais du programme européen et national dédié au dialogue interculturel, et porté en région par les DRAC, en 2008.

²⁰ Il s'agit de l'association d'aide aux migrants et à leurs familles (ADAMIF).

²¹ Julie Garnier, "Invisibiliser les espaces d'expérience des migrants ? : Éléments du contexte orléanais" in Hélène Bertheleu, *Au nom de la mémoire. Patrimoine des migrations en région Centre*, op.cit., p. 181.

²² Je reprends ici le jeu de mots de Marie-Paule Memy, chef de cabinet du maire de Saint-Pierre-des-Corps et organisatrice d'un événement mémoriel sur les migrations algériennes de sa commune.

²³ L'ouvrage accompagnant le film a ainsi circulé dans les cercles militants (associations de défense des droits de l'homme ou des migrants) et institutionnels (DRAC, DRJS-CS, services sociaux des collectivités locales), par le biais de travailleurs sociaux sensibles à la question, mais aussi dans différents foyers-logements de la région parisienne et de la région Centre, par le biais des réseaux d'amitié, et des liens entre résidents vivant en foyer. Ce sont les mêmes qui ensuite apportèrent le film et le livre au Maroc, en Algérie, au Sénégal et au Mali, dans les villes et villages d'origine des migrants.

²⁴ Il s'agit du Fonds d'action et de soutien pour l'intégration et la lutte contre les discriminations, remplacé par l'Agence nationale pour la cohésion sociale et l'égalité des chances en 2006.

²⁵ Hélène Bertheleu, « Avant destruction : quand le quartier fait son musée » in Hélène Hatzfeld (dir.), *Regards décalés sur des patrimoines silencieux*, Paris, Ed. Dougier, 2015, p. 77-83.

²⁶ Hélène Bertheleu, Guillaume Etienne, « L'intérêt pédagogique des mémoires des migrations », in Hélène Bertheleu, *Au nom de la mémoire*, op.cit., p.245-259.

²⁷ L'adjectif « normal » est ici utilisé dans le sens de Durkheim qui insistait sur la régularité sociale de phénomènes sociaux comme le suicide ou le crime, alors même qu'ils pouvaient apparaître comme des problèmes sociaux, considérés à tort comme des phénomènes pathologiques.

²⁸ Beaucoup a été dit sur ce paradigme de l'intégration qui imprègne les pratiques de nombreux professionnels du social ou de l'éducation. Cf. Danièle Lochak, « L'intégration comme injonction. Enjeux idéologiques et politiques liés à l'immigration », *Cultures & Conflits*, 64, 2006, p.131-147.

²⁹ Plus précisément, dans de nombreuses situations, c'est le chef du projet de la rénovation qui, en accord avec le bailleur, commande une collecte, assurée ensuite, concrètement, par des animateurs d'une association ou d'un centre social.

³⁰ Comme ceux de Vincent Veschambre, *Traces et mémoires urbaines. Enjeux sociaux de la patrimonialisation et de la démolition*, Rennes, PUR, 2008, ou encore celui d'Olivier Chavanon, « Politiques publiques et mémoire des populations urbaines », *Diasporas, circulations, migrations, histoire*, n°6, 2005, p. 60.

³¹ Julie Garnier, "Invisibiliser les espaces d'expérience des migrants ? Eléments du contexte orléanais", *op.cit.* ; Véronique Dassié, « Des mémoires qui effacent le patrimoine ? Un terrain montargois », in Hélène Bertheleu, *Au nom de la mémoire. Patrimoine des migrations en région Centre*, *op.cit.*, p. 189-218.

³² La défiance s'exprime notamment à l'égard des méthodes participatives souvent utilisées par les professionnels de l'urbain et de l'aménagement dans ces « opérations-mémoires » qui requièrent la fameuse « participation des habitants », comme un nouvel impératif normatif censé permettre de « produire la ville » plus démocratiquement. Cf. Loïc Blondiaux, Yves Sintomer, « L'impératif délibératif », *Politix*, vol.15, n°57, 2002, p. 17-35. Florence Rudolf, « La participation au piège de l'enrôlement », *Espaces et Sociétés*, « Ville et démocratie », 2003, n° 112, p.133-153. La défiance porte parfois aussi sur l'injonction mémorielle que la démarche encourage parfois, voir J. Garnier, "Invisibiliser les espaces d'expérience des migrants ? : Eléments du contexte orléanais", *op.cit.*

³³ Hélène Bertheleu, « Migrations, narrations mémorielles, territoires et politiques publiques », *Diasporas. Histoire et sociétés*, n°17, 2011, Julie Garnier, "Invisibiliser les espaces d'expérience des migrants ? : Eléments du contexte orléanais", *op.cit.* ; Véronique Dassié, « Des mémoires qui effacent le patrimoine ? Un terrain montargois », in Hélène Bertheleu, *Au nom de la mémoire*, *op.cit.*, 2014, p. 189-218.

³⁴ Un certain nombre de régions soutiennent activement les activités de réseaux, qui ont une mission de valorisation, de médiation et de diffusion des connaissances scientifiques sur cette question cf. son site : memoiresplurielles.fr

³⁵ Véronique Dassié et Julie Garnier, « Patrimonialiser les mémoires des migrations. Onction scientifique dans une quête de légitimation, in Gaetano Ciarica (dir.), *Ethnologues et passeurs de patrimoine*, Montpellier, MSH/Kartala, 2011, p. 109-130.

³⁶ Cf colloque organisé par l'historien Pierre Allorant, *Les lieux de mémoires de la région Centre-Val-de Loire*, Orléans, 18-19 juin 2015 et l'ouvrage collectif, à paraître.

Résumé

Quels sont les effets des multiples initiatives mémorielles qui portent sur les migrations ? Comment saisir la portée des projets et des engagements pour cette « cause » ? Au-delà du profil de l'« entrepreneur de mémoire », les effets sont incertains mais parfois perceptibles en termes de patrimonialisation, de reconnaissance et finalement de citoyenneté.

Summary

What are the effects of the multiple memory initiatives which concern the migrations ? How to appreciate the impact of projects and commitments for this 'cause' ? Beyond the profile of the "entrepreneur of memory", the effects are uncertain but sometimes perceptible in terms of heritagization, recognition and finally citizenship.

Resumen

¿Cuáles son los efectos de las iniciativas memoriales que se refieren a las migraciones ? ¿Cómo apreciar el impacto de los proyectos y de los compromisos de esta "causa"? Más allá del perfil del "empresario de memoria", los resultados son a menudo inciertos y los efectos son a veces perceptibles en términos de patrimonialización, de reconocimiento y finalmente de ciudadanía.